L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 28 AOUT 1880. 53me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI, 28 AOUT 1880.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

POUR PRESIDENT :

WINFIELD SCOTT HANCOCK,

DE LA PENNSYLVANIE.

POUR VICE-PRESIDENT :

WILLIAM H. ENGLISH,

DE L'INDIANA.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, 1° Quatre certaines réclamations contre la ville de la Nouvelle-Orléans, pour du pain fourni à la prison de paroisse. 2° Un lot de comptes ouverts. 3° Quatre comptes ouverts dus à E. Martin & fils au liquidation d'affaires.

Par B. Onorato, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, un lot de terre de valeur sur la rue Bourgogne, entre celles St Louis et conti, et propriété de valeur rue Robertson, entre celles Ursulines et Chemin du Bayou.

Correspondance Hancock-Sherman

Les lettres contenues dans nos dernières dépêches télégraphiques, et écrites par le général Sherman et le général Hancock, ont été empruntées à un historique de la vie et des services de ce dernier, publié par Appleton & Cie de New-York. Le général Sherman avait d'abord refusé de consentir à la publication de cette correspondance dans les journaux, mais cédant aux instances réitérées du parti républicain, il avait permis que ses lettres au général Hancock figurassent dans un travail biographique où le télégraphe les a trouvées. On les a lues déjà et on a pu les juger. De la part du général Hancock elles ne disent rien qui ne fut connu, et les sentiments qu'il y exprime sont en parfaite harmonie avec toutes ses opinions et tous ses actes.

Nous y voyons une preuve de plus que ses opinions étaient arrêtées depuis longtemps, qu'elles avaient leur source dans une conviction profonde et qu'il ne s'en est pas écarté un seul instant de sa vie. Si le parti républicain a cru dénicher dans cette correspondance inédite de Hancock quelque chose qui ne fut pas à son crédit et à son honneur, le parti républicain s'est grossièrement trompé, car nous défions le lecteur le plus prévenu contre lui d'y découvrir rien qui puisse lui causer le moindre tort dans l'estime publique.

Toute cette correspondance concerne l'époque de trouble survenue à la suite des élections présidentielles de 1876. Le résultat, comme on sait, en était disputé. Mais Hancock n'hésitait pas à dire qu'il croyait que Tilden était le véritable élu du peuple tout en avouant que si l'on avait recours à une commission électorale pour décider la question, les chances de Hayes en seraient de beaucoup améliorées. Mais Hancock ne dit pas un mot de nature à faire voir qu'un résultat favorable à ce dernier répondit à une de ses aspirations secrètes. Hancock était ouvertement pour Tilden. Il le dit au général de l'armée comme il le disait à tous, et sur ce point il n'a jamais varié pas plus qu'il n'a varié sur aucun autre. Hancock est par cela même, vu la position militaire qu'il occupait, l'homme de caractère de cette époque. Il pense librement et ose déclarer ce qu'il pense.

Il ne va pas jusqu'à dire qu'un ordre politique du président doit être mis de côté, et il ne répond pas à Sherman qu'il partage tout à fait son opinion sur la nécessité de l'obéissance passive de l'armée à l'Exécutif en toute circonstance, en tout lieu et en tout temps, mais justement parce qu'il ne s'explique pas à ce sujet on peut en conclure que les vues de Hancock n'allaient pas jusqu'à l'obéissance aveugle et absolue. Son silence peut faire présumer, qu'en tel moment donné, il eut mieux aimé donner sa démission que d'agir militairement contre un Etat exerçant sa souveraineté constitutionnelle. Cela nous paraît certain. Ainsi Hancock n'a rien valu pour faire ici ce qui y a été fait par le général Sheridan; il n'eut pas voulu ordonner le petit coup d'Etat, ni servir en rien au petit coup d'Etat qui fut exécuté contre la Législature de la Louisiane, et si sa pouvoir supérieur au sien eut insisté pour l'exécution d'une pareille mesure, Hancock eut certainement donné sa démission et renoncé à sa carrière plutôt que d'avoir sa conscience chargée de la responsabilité morale d'un semblable outrage à l'indépendance constitutionnelle d'un Etat.

Voilà ce qui ressort de plus clair, et ce qui ressort clairement, de toute la correspondance de Hancock. Nous le voyons toujours dévoué aux lois dans le Sud comme dans le Nord et toujours prenant hardiment et résolument le parti le plus libéral, le plus légal et le plus conforme à ses principes d'honneur et de loyauté envers tous les hommes et envers toutes les sections du pays. Cette dernière découverte, qui n'en est pas une, ou qui n'en est une au sujet de laquelle nous ne pouvons que nous féliciter le candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis, l'élèvera encore dans l'estime du peuple américain, et s'il y a eu déjà beaucoup de transfuges, et des plus notables, du parti républicain au parti démocrate, il y en aura plus encore après la publication de cette dernière correspondance, car elle fait comprendre mieux la valeur politique et morale du général Hancock.

Quant au général Sherman nous devons le féliciter lui-même d'avoir eu, avec un militaire, son subalterne, des rapports aussi intimes que ceux qu'il entretenait avec le général Hancock. Il lui écrit, il le consulte, il est bien aise de connaître son opinion; il lui fait part des siennes. On voit que le caractère de Hancock a une influence sur le sien et que l'esprit droit de l'un a une action sur l'esprit de l'autre.

Le gén. Sherman ne va pas aussi loin que le gén. Hancock dans la voie du libéralisme et du constitutionalisme; il déclare même que les ordres du président doivent être absolument exécutés en tout état de cause, mais il avoue qu'il est fâcheux de faire intervenir l'armée dans les affaires civiles et politiques et, sous ce dernier point de vue, la différence d'opinion entre les deux généraux est réellement imperceptible.

En quelques mots le général Sherman résume admirablement bien la situation. Le passage suivant d'une de ses lettres au gén. Sherman mérite d'être reproduit :

Quartier-général, etc.

Mon cher général,

Je n'ai reçu votre très intéressante lettre en date du 28 décembre, Carondelet, qu'hier. Je suis bien aise de connaître *in extenso* vos idées sur un sujet d'une si vitale importance. Vous vous guidez sur les principes de vos prédécesseurs, mais il s'est opéré un grand changement depuis la fin de la guerre, grâce aux amendements qui donnent aux affranchis certains droits civils et politiques, et au congrès le pouvoir de faire des lois pour maintenir le plein exercice de ces droits.

Ce pouvoir est nouveau et absolu, et le congrès a fait des lois auxquelles nous ne sommes pas encore familiarisés. Voyez les pages 348, 349 et 350 des statuts révisés, section 1,989, édition 1873-74.

En fait, je n'aime pas à voir l'armée mêlée à ces luttes civiles; mais le président a légalement le droit de requérir en ce cas le secours de l'armée et de la marine.

Il en a usé comme il croit en avoir le droit, et notre devoir était et est de le soutenir avec zèle et sincérité.

Quant à l'élection présidentielle, nous n'avons pas à nous en mêler, si ce n'est pour reconnaître le président quand il a été déclaré légalement élu par les autorités compétentes.

J'espère et je prie Dieu que le Congrès s'entende sur quelque moyen de régler la question, avant le jour fixé. Mais en cas que rien ne fût fait avant le 4 mars ou ce jour-là, il y aurait une vacance dans les deux fonctions de Président et de Vice Président, auquel cas le président du Sénat deviendrait Président provisoire, et il y aurait une nouvelle élection en vertu de la loi de 1792. Voyez titre 3, chapitre 1, pages 21, 22 et 23 des statuts révisés.

Il serait bon de nous entendre avant la crise; mais j'espère que tout se passera paisiblement. Je serai bien aise d'avoir de vos nouvelles toutes les fois qu'il vous plaira de m'en donner.

W. A. SHERMAN.

Cette lettre montre, depuis le premier mot jusqu'au dernier, la considération profonde que le général Sherman professait pour le général Hancock, et toute l'importance qu'il attachait à son opinion dans cette grave crise de l'élection d'un président, ce qui fait honneur à tous les deux, quand même sur le fond il y avait une réticence au sujet de laquelle Hancock évidemment n'aurait pas voulu susciter une guerre civile pour redresser une erreur du congrès.

Mais cette lettre de Sherman et l'assentiment tacite de Hancock sont la pleine justification de la conduite de Tilden. Comment ce dernier eut-il fait pour revendiquer son droit? comment eut-il pu, à lui tout seul, faire ce que ni son propre parti, ni le général de l'armée, ni le gén. Hancock lui-même n'eussent pas voulu tenter? Ce manque d'audace est pourtant tout ce qu'on a reproché à Tilden; on ne lui reprochait pas autre chose, et ce reproche stupidement vulgarisé par la presse démocratique est ce qui lui a fait perdre une seconde nomination. En ne cédant pas à l'invitation de ceux qui lui conseillaient une levée de boucliers contre l'outrageante décision d'une commission électorale nommée par le congrès, Tilden s'est montré un grand citoyen, et l'histoire enregistrera certainement son abnégation comme le trait le plus patriotique de l'époque. Ce que Tilden fait aujourd'hui pour le succès du gén. Hancock est un autre trait non moins remarquable de son patriotisme. Il est bon de le rappeler de temps à autre comme exemple, dans l'intérêt de la moralité politique des Etats-Unis.

La Quarantaine de l'Ile au Vaisseau.

L'affaire de la quarantaine de l'Ile au Vaisseau a été traitée avec ce sans façon et cette étourderie qui caractérisent généralement les opérations de nos administrations municipales, ce qui prouve que les hommes des Etats-Unis ne valent pas mieux que les nôtres.

On s'est livré, dans la dernière séance du Bureau de Santé, à propos de l'établissement sanitaire de l'Ile au Vaisseau, à toutes les observations que nous avions fait valoir nous-même, il y aplus de trois mois. Nous avions dit que vu l'éloignement de la route suivie par tous les navires qui vont à Mobile ou qui viennent à la Nlle-Orléans, ce lazaret maritime ne servirait à rien, et que les capitaines de navires préféreraient venir d'une seule traite à la quarantaine du fleuve; le fait s'est vérifié tel que nous l'avions prévu.

Nous avions eu en cela un double mérite, premièrement en ce que nos remarques étaient justes, secondement en ce qu'elles furent faites avant qu'on eut transporté à l'Ile aux Vaisseaux une seule planche pour y bâtir le lazaret. Il était donc temps de renoncer à cette entreprise qui n'avait pas encore coûté un cent au gouvernement fédéral. Mais on n'y prit pas garde; on voulut absolument faire quelque chose de nouveau pour occuper les loisirs du Bureau national et pour justifier son existence.

Et voilà, qu'avant-hier soir, notre bureau de santé s'est mis à supputer les distances entre l'Ile aux Vaisseaux et les principaux points de la côte, le lac Pontchartrain et le fleuve, exactement comme nous l'avions fait nous même, et il trouve que ces distances rendent complètement inutile le Lazaret maritime. Pourquoi n'a-t-il pas fait cela plus tôt? Pourquoi n'a-t-il pas, en temps opportun, présenté ses considérations au bureau de santé national? Notre Bureau en savait autant qu'aujourd'hui puisque nous l'en avions averti nous-même.

La situation respective des localités n'a pas changé. Elle était absolument ce qu'elle est encore et ce qu'elle sera probablement longtemps. L'Ile aux Vaisseaux est à sa place, le Lac Pontchartrain aussi, les Rigolets sont à la leur, ainsi que les jetées de la Passe du Sud, la quarantaine du fleuve est à la sienne, et l'on ne pouvait pas prémunir qu'en trois mois il ne cesserait tout seul quelque port sur la côte de l'Etat du Mississippi pour y attirer les navires. Il y a entre ces divers points les mêmes distances qui les séparaient naguères et un seul est utile aux navires venant de toutes les mers du Monde, l'embouchure du Mississippi, qui ouvre la grande vallée où fleurit l'agriculture de quinze Etats populeux. Le Bureau de santé le voit maintenant; mais pourquoi ne l'a-t-il pas vu avant? En vérité, les Etats-Unis sont bien bons de s'occuper de pareilles choses et de leur voter des fonds nationaux!

Fete à Donaldsonville.—A ce soir le départ pour Donaldsonville. Le steamer "City of Augusta" attendra les excursionnistes devant la rue du Canal, à 8 heures. C'est toute la dépense qu'ils auront à faire, après quoi, ils n'auront plus qu'à jouir de l'hospitalité des citoyens, des dames de Donaldsonville, et de la Batterie Coënsis "C," hospitalité qui leur sera dispensée libéralement et cordialement. Les compagnies militaires passeront leur temps en manœuvres et en exercices d'infanterie, et en parades dans les principales rues de la ville. Il y aura une partie de tir à la cible où les prix seront concourrent quelques beaux prix dont la Batterie Scofield s'est pourvue en leur honneur. Voila comment se passera la journée de demain à Donaldsonville. Vraiment, une pareille fête vaut bien la peine qu'on se dérange!

Quand vous aurez besoin de chaussures allez à l'Etoile Rouge.

REPARATURE.— "A Paris :" Mot inconnu; —" A Vienne : " ouvrage, travail que nécessite la réparation d'un objet; réparation de tout ce qui est détérioré.

Le mot "correcture," pris pour correction, est un autre barbarisme analogue d'un très fréquent usage dans les conversations viennoises.

Pour exprimer correctement, on dira, par exemple : La réparation—et non pas la "réparature" — d'un visage fané s'opère avec de la poudre de riz, celle de l'honneur outragé avec de la poudre à canon.

Nouvelles Télégraphiques.

Raison d'Etat.

La *République française* ne se donne pas la peine de s'inscrire en faux contre une assertion de la *Patrie* d'après laquelle M. Gambetta aurait dit à un de ses amis que la liberté était une des prérogatives du pouvoir qui l'accorderait ou la refusait selon les circonstances à certaines classes de personnes, la raison d'Etat étant supérieure à la liberté.

La mission Thomassin.

Le *Gaulois* se dit en mesure d'affirmer que le général Thomassin doit partir pour la Grèce avec une mission militaire. J'ai lieu de croire que l'envoi de cette mission dont on a tant parlé est ajourné indéfiniment, mais non abandonné. Il semble y avoir pour le moment une légère différence d'opinion entre M. Gambetta et le président du conseil sur ce point ainsi que sur plusieurs autres.

Les égouts de Paris.

Après s'être soumis pendant des années à un lent empoisonnement, Paris vient enfin de reconnaître que son système d'égouts si vanté n'est pas parfait. Les journaux sont remplis de protestations contre les odeurs infectes qui se dégagent des rues et qui ont été excessivement pestilentielles pendant le mois actuel.

Sarah Bernhardt et l'ambassadeur.

Sarah Bernhardt se distingue diplomatiquement aussi bien que dramatiquement au Danemark. Le *Figaro* dit qu'à un banquet qui vient d'être donné en son honneur à Copenhague, l'ambassadeur allemand a galamment proposé le toast à la belle France. "Pourquoi ne pas dire à la France tout entière ?" a interrompu l'irrépressible Sarah, faisant probablement allusion à l'Alsace-Lorraine.

L'ambassadeur, blessé dans sa dignité de diplomate et d'orateur, s'est retiré aussitôt. Voilà un *casus belli* tout trouvé pour Bismark.

Le nouvel ouvrage de Zola.

On annonce que Zola fera paraître prochainement un nouvel ouvrage sous le titre de "l'Inondation."

Le vol Schramm.

Les voleurs qui ont emporté l'autre jour 600,000 francs de la maison du général Schramm restent encore inconnus. Un soldat a toutefois été arrêté comme suspect.

Naufrage du steamer "American."

Londres 23 août.—L'agent du Lloyd à Saint-Vincent télégraphie qu'une des embarcations du steamer American, de la ligne du cap de Bonne-Espérance et Southampton, contenant sept hommes et cinq sacs de dépêches a été recueillie en mer par le brick portugais Tarago; les hommes et les malles ont été débarqués à Loanda, Afrique, le 19 juillet. On ne sait souvent que l'American a sombré en mer près de l'Equateur le 28 avril dernier.

Danger de famine en Russie.

Saint-Pétersbourg, 4 août.

Un fléau bien plus redoutable que le nihilisme envahit en ce moment la Russie et y cause les plus vives préoccupations. *L'anasoplia austriaca* menace d'anéantir le tiers des récoltes sur pied. Cette mouche est bien plus à craindre que la sauterelle nomade, car elle se perpétue dans les pays qu'elle a ravagé et y devient endémique. Ce n'est que dans le Midi et l'Est de l'empire qui sont la proie de l'*anasoplia*; le centre lui-même est atteint. L'agriculture est menacée de mort. Le danger est d'autant plus grand que la *l'anasoplia* s'acclimate dans les provinces les plus fertiles. La Tauride, le territoire du Don, les provinces de Nikolaïevsk, de Charkof, de Poltava, toute la Bessarabie, ont été visités par le fléau.

Il y a deux ans, cet insecte fit pour la première fois son apparition dans le Midi de la Russie, et y causa des dommages évalués à 100 millions de roubles. Les cultivateurs affolés cherchèrent vainement un moyen pour combattre l'ennemi. Les zem-tvos, dans différentes provinces, se réunirent pour étudier les mesures à prendre. Des sommes considérables furent votées à cet effet. Elle provience dépensa jusqu'à 150,000 roubles pour l'achat des engins destinés à faire périr d'un coup l'anasoplia. Il y en eut de tous modèles et de toutes espèces. Ne disposant d'aucun de ces moyens coûteux, les paysans imaginèrent un procédé d'une simplicité et qui se trouva être plus efficace. Il consistait à tendre une toile de à travers un champ; deux hommes la tenant par chaque bout la traînaient derrière eux et chassaient en même temps l'*anasoplia*.

L'opération, répétée plusieurs fois, parvenait en vérité à débarrasser le champ, mais au détriment de celui du voisin, où venait se poser l'insecte. Ce moyen, bon pour la petite culture, mais inapplicable en grand, semblait créer un danger public en étendant la zone de dévastation. Les zemstvos pétitionnèrent auprès du gouvernement pour que celui-ci défendit, par une mesure législative, l'emploi de la corde. Ils obtinrent gain de cause, et une loi, en mai 1879, défendit de se servir de la corde pour préserver leurs champs. Le mal, cependant, n'a fait qu'empirer dans des proportions effrayantes. En 1878, quatre provinces avaient souffert; quinze ou dix-huit sont envahies aujourd'hui. Par les provinces de Bessarabie et de Kiev, le fléau s'approche des frontières de la Roumanie et de l'Autriche. Si l'Europe n'y prend garde, une partie de ses champs subira le même sort en 1882. L'anasoplia n'accomplit son œuvre de destruction que tous les deux ans; un lapse d'une année s'écoule entre la mort des parents et l'éclosion parfaite de la nouvelle génération.

Deux professeurs d'entomologie ont été chargés d'étudier scientifiquement la question. MM. Lindeman et Portchinsky se sont rendus sur les lieux et ont poursuivi leurs investigations dans différentes régions de l'empire. Les conclusions auxquelles ils sont arrivés ne sont pas consolantes; les mesures qu'ils recommandent sont d'une application difficile et d'une utilité douteuse. Il ne s'agirait de rien de moins que de changer de culture, et, au lieu du blé et du seigle, ensemencer du maïs, du colsa et des graines du lin. Pour ces deux produits, des terres épuisées et sans engrais ne donneront point de récoltes.

Ce n'est pas tout encore. Dans les provinces de Voronège, de Charkof et de Koursk, des papillons ont détruit les champs de betteraves; mais, si grand que soit le mal, il est autrement terrible le long du Volga. Des provinces qui passent à bon droit comme les plus fertiles, telles que Saratov, Samara, Simbirsk, subissent cette année un véritable désastre. On n'y récolte pas assez de grains pour les semailles prochaines. Ce n'est plus l'anasoplia, ce sont les froids exceptionnels joints à la sécheresse qui ont amené la famine. Dans ces provinces, il faudra donner aux paysans non seulement de quoi ensemencer, mais aussi de quoi ne pas mourir de faim jusqu'à la récolte de 1881. Les zemstvos demandent au gouvernement de venir en aide aux populations non-seulement par des avances d'argent, mais aussi par la suspension du prélèvement des impôts jusqu'à la nouvelle récolte.

Les zemstvos réclament, en outre, l'exécution de travaux d'utilité publique, sorte de *work relief* comme le gouvernement anglais en faisait faire dans les années de disette en Irlande et aux Indes, pour permettre aux malheureux de ne pas mourir de faim. Dans le gouvernement de Samstof, l'ouvrage est nul, et la main-d'œuvre est tombée si bas que les ouvriers offrent leurs services pour la nourriture de la journée. Les colons allemands, si prospères dans cette province, n'ont pas échappé au désastre, et souffrent comme le reste.

Il n'est plus question, pour la Russie, d'exporter cette année ses masses de céréales. C'est à peine si elle pourra suffire à sa propre consommation jusqu'à la récolte de 1881. Une partie de la presse russe réclame la défense d'exportation. Mesure inutile et qui ne sera pas prise, l'Amérique livrant ses grains à un prix moindre que celui qu'on payerait en Russie.

Accourez à l'**Etoile Rouge** vous y dépenserez moins qu'ailleurs, tout en achetant des articles de première qualité.

Si vous voulez un ameublement de chambre à coucher, élégant et fin, en bois de rose ou d'acajou, ou une table commune de cuisine; si vous voulez un pliant, vous trouverez tout cela également à bas prix à l'enseigne du Golden Eagle,

Au coin des rues Bourgogne et Perdido

Grand Concert.—C'est ce soir que se donne, à la Baie St. Louis, le grand concert organisé par des amateurs distingués de la Nouvelle-Orléans, au profit d'une œuvre éminemment charitable et en faveur de laquelle il nous a été parmis, dans une chronique précédente, de solliciter le concours du public. Pour avoir un avant goût de ce que sera cette solennité musicale, ce Tivoli, c'est l'appellation que lui donneraient nos confrères de langue anglaise, il suffit de jeter les yeux sur son programme que nous publions dans une autre colonne de ce numéro. Ce programme dont la composition a été l'objet des soins des organisatrices du concert doit comme on dit vulgairement, faire venir l'eau à la bouche des dilettantes. Si le concert a son côté sérieux, c'est à dire que si on doit y entendre de bonne musique il aura son côté comique, c'est à-dire qu'on y entendra du chant amusant. Un monsieur dont nous tairons le nom pour ne pas effaroucher sa modestie, fera entendre sa jolie voix dans deux chansons comiques : "Les cauchemars de Pomeroy" et "Le procès du père Pincetout"; il dit très spirituellement la chansonnette et ne contribuera pas pour une part mince au succès de la soirée.

Encore une fois le public de notre ville est convié à la fête de ce soir et les dames patronesses seraient amèrement déçues dans leur attente si leur invitation restait sans réponse de la part de ce public dont la charité proverbiale ne s'est démentie dans aucune circonstance.

UN POINT DE DEPART TEMPERE.

La communication suivante s'explique d'elle-même :

Alexandria Bay, N. Y., 1880.

MM. H. H. Warner & Co.

Messieurs—Les docteurs m'ont traité pendant les quatre dernières années pour des rhumatismes dans le dos, pour la sciatique, et des difficultés de rein, et je n'ai été soulagé que lorsque j'ai eu commencé à prendre le Warner's Safe Kidney et le Liver Cure, et ce remède m'a complètement guéri. Je veux avoir toujours dans la maison pour traiter mes amis avec cela au lieu d'user du vin et de liqueurs

Sincèrement votre,

CHARLES WALTON.

Les **consignations** dont profitent tous les acheteurs sont de grandes facilités accordées aux encans de l'Est par les agents de l'**Etoile Rouge**, et revendue ici sur un bénéfice minime. Il n'est donc pas étonnant de voir tous les acheteurs du bon marché se donner rendez vous au coin Canal et Baronne

Une réunion D'amnistiés.

Le 8 août, à Paris les amnistiés, convoqués par une commission de treize membres, nommée dans une précédente réunion, se sont réunis, au nombre de deux cents environ, à l'effet de discuter un projet de programme élaboré par la commission.

Le bureau est constitué comme suit : Messieurs Michel et M. Trinquet, présidents d'honneur; MM. Arnaud, ancien membre de la Commune, président; Humbert et Bassois, assesseurs.

M. Lalanne, secrétaire, rend compte à l'assemblée du mandat dont la commission avait été chargée et, après avoir déclaré que les vaincus de 1871 ne se tenaient pas pour satisfaits de l'amnistie, il donne lecture du programme, qui comprend la suppression complète de tout ce qui existe, c'est-à-dire : suppression de l'armée, séparation de l'Eglise et de l'Etat, impôt sur le revenu, suppression des lois exceptionnelles et leur remplacement par des projets votés directement par le peuple, etc., etc.

Un orateur déclare qu'il ne veut pas de programme politique tant qu'il existera une question sociale. Peu lui importent toutes les réformes; périsse plutôt la République que le socialisme!

"Arrière, dit-il, les programmes politiques! arrière les républicains de la gauche, de l'extrême gauche qui, dit-il ne sont que des polichinelles ou des sauteurs. Arrière les journalistes républicains qui passent pour être socialistes, et qui ne soutiennent que parce qu'ils y gagnent de l'argent; mais qui, en définitive, se soucient fort peu de nos intérêts."

Ce discours est très applaudi, mais M. Humbert se lève et déclare qu'appartenant à un journal visé clairement par l'orateur, il proteste contre ces paroles et va quitter la salle.

On rappelle M. Humbert, et on somme l'orateur d'expliquer ses paroles.

Tout en mettant M. Humbert hors de cause, il déclare que les journalistes prennent le traiter dans leurs feuilles comme ils voudront, mais que lui ne se cache pas, et il donne son adresse d'une voix tonnante.

Des protestations unanimes se font entendre et l'orateur descend de la tribune.

Après lui, divers autres orateurs prennent la parole, et la discussion est close. A une forte majorité, l'assemblée rejette l'idée d'un programme, et décide que la commission reste chargée d'organiser le groupement de tous les amnistiés, et de les convoquer à nouveau.

Une adepte de Mlle Hubertine Auclert a récemment dimanche dernier à Marseille son assimilation au sexe laid d'une façon plus pratique et moins périlleuse que la hardie Parisienne.

C'est le droit au vote qu'elle a choisi comme terrain, se présentant au scrutin avec la carte de son mari, retenu dans sa chambre pour cause de maladie.

Le président se refusa à lui permettre de déposer son bulletin dans la boîte certain qu'il était impromptu nommée urne; l'électrice insista, disant que lorsqu'elle allait payer les impositions pour son mari le percepteur recevait fort bien son argent, et qu'un bureau de vote devait tout aussi bien accepter le bulletin qu'elle ne déposait que sur l'autorisation formelle de son conjoint.

Enfin, sur le refus formel du président, l'électrice sortit en disant que le pauvre peuple était toujours "le dindon" sous tous les régimes!

"Dindon" ce fait rien à l'affaire; cette revendicatrice des droits électoraux aurait mieux fait de se mainteuir dans le dilemme : le percepteur reçoit de *ma main* l'argent de mon mari, le président de section peut bien recevoir *de ma main* son bulletin de vote.

—La décoration de la place de la République, en dehors de la fête du 14 juillet, a permis à la commission du Conseil municipal de se rendre compte des modifications qu'il convient d'apporter au monument principal et de l'aménagement des motifs accessoires qui doivent l'entourer.

Le jury architectural nommé par la ville a visité la place pour décider du choix de décorations en harmonie avec la statue de la République; il s'est prononcé pour la suppression des pylones.

Quant aux autres motifs : balustrades, mâts vénitiens en bronze, candélabres, colonnes rostrales, un concours sera ouvert à cet effet le 20 octobre.

Quant au monument de la République, on rédnira le nombre des bas-reliefs et l'on ne conservera que ceux qui appartiennent exclusivement au statuaire.

Les élections des conseils généraux dans certaines grandes villes qui passaient pour appartenir sans contestes au parti révolutionnaire ont donné des résultats inattendus.

A Saint-Etienne, par exemple, les socialistes collectivistes ayant voulu se compter sur le nom d'un amnistié, le citoyen *Nourrit* que leurs affiches qualifiaient *forçat politique*, ont réuni 209 voix sur 6,979 suffrages exprimés.

Un autre candidat très avancé, mais n'offrant pas cependant les mêmes références que le citoyen *Nourrit* retenu à Cayenne pendant 32 ans, le docteur Frebreguette a dû céder son siège à un plus modéré, M. Duché. Il n'avait réuni que 1600 voix sur 4,700 votants.

Dimanche dernier, un amnistié, le citoyen Thibaudier, a été battu également par un modéré.

De ces diverses élections on peut conclure que le corps électoral se montre plus qu'indifférent aux exagérations du parti radical.

Partout où les candidats seront bien choisis, les hommes des partis extrêmes éprouveront des échecs, du moins dans notre région du Centre; on devra se pénétrer de cette vérité avant d'ouvrir la grande campagne électorale de 1881. Le succès est là.

Si cet **encore arrivé** par le steamship New Orleans une grande quantité de souliers en tous genres et à tous prix, tous consignés à l'**Etoile Rouge.**

Un gommeux prenant à part le médecin qui vient de visiter son oncle :

—Eh bien ? lui demande-t-il d'une voix haletante.

—Pardi ! répond le docteur.

Le gommeux se met à pousser les gémissements les plus lamentables.

Mais, le vieux docteur, qui connait le monde en général, et les neveux d'aujourd'hui en particulier ;

—Voyons, mon ami, calmez-vous.... puisque je vous affirme qu'il est perdu.

—Une dépêche de Berlin, publiée par le *Times*, donne les premiers détails sur l'entrevue, à Ischl, des empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, le 10 août.

L'empereur François-Joseph, en uniforme de général prussien, portant les insignes de l'ordre de l'Aigle-Noir, arriva à Obertraun à onze heures et quart du matin, accompagné de son aide-de-camp le général Mondel et du prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Un quart d'heure après arriva à son tour l'empereur Guillaume avec une suite peu nombreuse, et, après que l'empereur d'Autriche lui eut souhaité la bienvenue de la manière la plus cordiale, les deux souverains partirent ensemble pour Ischl, où ils arrivèrent vers midi.

L'impératrice d'Autriche était venue à la gare à la rencontre de l'empereur Guillaume qui fut acclamé par la foule qui s'était rassemblée quoi qu'il pût à verse. Le souverain allemand fut accompagné jusqu'à son hôtel par l'empereur et l'impératrice d'Autriche ainsi que par le prince de Reuss, et quelques instants après il faisait à l'empereur François-Joseph une visite, qui lui fut aussitôt rendue. A deux heures, Leurs Majestés se réunirent à table, et prirent un repas auquel fut aussi invité prince Milan de Serbie. L'excursion projetée dans les environs d'Ischl n'a pas eu lieu à cause du mauvais temps. L'empereur Guillaume repartira pour Berlin jeudi prochain.

Il ne faudrait point se méprendre sur l'importance de l'entrevue des deux empereurs d'Allemagne et d'Autriche à Ischl. Nous ne pensons pas qu'elle serve de point de départ à une nouvelle politique, mais il suffit, dans l'Etat actuel de l'Europe, qu'elle consacre à nouveau l'alliance austro-allemande pour qu'elle ait à nos yeux la plus grande portée. On sait ce que signifie cette alliance pour nous, et d'autre part, pour les puissances qui ont des intérêts plus immédiats que nous en Orient. La présence du prince Milan à Ischl indiquerait que la Russie n'est pas éloignée d'entrer dans la sphère d'action de la politique allemande dont l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche a été le premier pas. L'arrivée des fonctionnaires allemands à Constantinople, bien qu'on ait voulu en atténuer la portée, montre clairement quelles seraient les compétitions dont la Turquie serait le théâtre si, pour une cause quelconque, la succession à l'empire ottoman venait à être ouverte.

—La *Voix*, de Saint-Pétersbourg, revient sur un projet dont il a été déjà question, et qui consisterait à réunir la Vistule avec le Dniester, au moyen de la canalisation de son affluent de la Vistule. Ce canal mettrait en communication la mer Baltique et la mer Noire, depuis Dantzig par la Vistule et le San, et ensuite par le Dniester, jusqu'au golfe d'Odessa.

Ce projet, d'une importance majeure pour le commerce de l'Europe avec le Levant, dit la *Voix*, avait déjà été conçu au siècle passé; mais il a pris maintenant un caractère plus défini, vu qu'il a été traité à la Diète de Gallicie. Un député, le comte Stadnicki, a insisté sur la nécessité de canaliser le San, en faisant ressortir les avantages incontestables que l'Europe entière retirerait de la réalisation de ce plan. Il a montré sous des couleurs attrayantes l'expansion du commerce et le développement de l'industrie, qui en seraient les résultats directs. Grâce à cette nouvelle voie fluviale, l'Occident pourrait facilement écouler les produits de l'industrie jusqu'au centre de l'Asie, et les productions de l'Asie et du sud de la Russie auraient un écoulement facile en Occident.

A l'heure qu'il est, le trafic commercial entre Constantinople d'un côté et les pays voisins de l'Atlantique de l'autre, est représenté par le transport de 8 millions de tonnes par an; le seul port d'Odessa expédie plus de 3 millions de tonnes en Angleterre et en reçoit autant de ces pays. Si nous y joignons le trafic de la France, de la Belgique, des Pays Bas, du Danemark, de la Norvége, de la Suède et de l'Allemagne sur la mer Noire, la quantité des marchandises transportées atteint un chiffre colossal.

La distance par mer entre Odessa et Londres est de 3,400 kilomètres, et celle entre Odessa et Dantzig de 2,500 de kilomètres, tandis que par la voie de terre 1,500 kilomètres seulement séparent Odessa de Dantzig. En conséquence, si le projet de réunir la Vistule avec le Dniester s'effectue, la distance entre Odessa et Dantzig ne sera que de 1,500 kilomètres.

Des ingénieurs français se chargeraient des travaux, ajoute la *Voix* et s'engageraient à les effectuer dans l'espace de six ans. Le devis des dépenses indispensables, régularisation du chenal de la Vistule et du Dniester et construction du canal est de 200 millions de francs.

Une arrestation de la plus haute importance :

Dimanche soir, Mme Gendrin, demeurant rue Pouchet, 35, avait envoyé sa petite fille Marie, âgée de sept ans, faire une commission dans le voisinage.

L'enfant ne revint pas. Après de nombreuses recherches, Mme Gendrin apprit qu'elle avait été vue, donnant la main à une femme d'une trentaine d'années, qui l'emmenait.

On devine le désespoir de la pauvre mère. Malgré sa déclaration à la police, elle s'était mise elle même à la recherche de l'enfant. Hier soir, elle aperçut, dans la rue de Lévis, une femme ressemblant au signalement qui lui avait été donné de la voleuse d'enfants. Un pressentiment lui dit qu'elle ne se trompait pas. Elle suivit l'inconnue et la vit entrer chez un marchand de vins où l'attendait une petite fille.... c'était Marie, que, bien qu'on lui eût coupé les cheveux, elle reconnut tout de suite.

Mme Gendrin, pâle et se soutenant à peine, courut avertir un gardien de la paix. La femme fut arrêtée et conduite au bureau de M. Besnard, commissaire de police.

Là, on la reconnut pour une nommée H....., menant une conduite des plus irrégulières. Marie Gendrin n'était pas sa seule victime. Elle avait chez elle une autre petite fille, volée également. Il paraît que cette misérable les avait emmenées pour les livrer à des débauchés.

Elle est au Dépôt et va rendre compte à la justice de sa conduite infâme.

Vieillot, mais toujours bon.

Voltaire se promenant avec un de ses amis, un prêtre suivi de son escorte, portant le saint viatique, vient à passer.

Le philosophe ôte son chapeau.

—Tu se dons réconcilié avec Dieu, lui demande son ami.

—Non, répondit Voltaire, nous nous saluons, mais nous ne nous parlons pas.

Achetez votre charbon, aux plus bas prix du marché, du Grand Lake Coal Co., coin des rues Gravier et Carondelet.

REVUE COMMERCIALE —ET— FINANCIÈRE ANNUELLE.

Nous publierons dans notre numéro du MERCREDI, 1er septembre, la revue des marchés de la Nouvelle-Orléans pendant l'année commerciale 1879-80 qui doit clôre le 31 août. Nous nous efforcerons de présenter à nos lecteurs une revue aussi complète que possible. A ce numéro, il y aura un supplément qui nous mettra à même de publier divers articles politiques, commerciaux, financiers et autres d'un intérêt attachant au point de vue de l'actualité. La parfaite salubrité de la ville nous donne lieu d'espérer que la saison des affaires ne sera pas tardive comme elle l'a été souvent dans le passé; et c'est pour les négociants dont la publicité des journaux est nécessaire à l'extension des affaires, une précieuse occasion de mettre à profit les avantages qu'offre ce numéro du 1er septembre, plus répandu en ville, dans les campagnes et dans les Etats voisins, qu'aucun autre numéro de l'année.

Nous prions ceux de nos souscripteurs et amis qui ont des annonces à faire insérer dans ce numéro ou qui en désirent un certain nombre d'exemplaires de nous faire part de leurs désirs le plus tôt qu'il leur sera possible afin que nous soyons en mesure de les satisfaire.

Le numéro du 1er septembre aura un tirage extraordinaire et par conséquent les annonces qu'il contiendra auront une grande publicité.

Les grandes ventes de l'**Etoile Rouge** continuent avec un succès toujours croissant; les acheteurs de la ville et de la campagne trouvent un bénéfice réel en se rendant, pour faire leurs achats de chaussures à l'**Etoile Rouge.**

SYNDICAT D'ASSURANCE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Compagnie d'assurance des Factors & Traders.